



Bureau Régional pour l'Education en Afrique
BREDA - Dakar

BULLETIN EPT AFRIQUE – octobre 2002

Bienvenue sur le Bulletin électronique EPT Afrique

REUNIONS

La huitième Conférence des Ministres de l'éducation des Etats membres d'Afrique : MINEDAF VIII

La huitième conférence des ministres de l'éducation des états membres d'Afrique (MINEDAF VIII) sera organisée à Dar es Salam en Tanzanie, du 2 au 6 décembre 2002.

Cette conférence intervient après les récents développements tels que la naissance de l'Union Africaine et l'adoption du NEPAD, qui crée un nouveau cadre pour l'éducation en Afrique. Par ailleurs, elle s'organise deux ans après le Forum mondial sur l'éducation qui s'est tenu à Dakar, et coïncide avec l'échéance en 2002 du cadre d'action de Dakar pour la définition de plans d'actions nationaux pour L'Education pour tous. MINEDAF VIII devrait donc être un moment symbolique fort pour toutes les parties prenantes à l'éducation pour tous, afin de démontrer comment les engagements collectifs sont et seront tenus.

MINEDAF vise à contribuer à la mobilisation de l'opinion mondiale, des décideurs et de la communauté internationale en faveur de l'Education pour tous. On s'attend à ce que cette conférence adopte une Déclaration d'Engagement et un Plan d'Action.

Parmi les thèmes à l'ordre du jour de la conférence figurent : changer les paradigmes de l'éducation dans le contexte de l'UA et du NEPAD ; l'universalisation de l'éducation de base ; la promotion de l'éducation des adultes ; l'enseignement secondaire et supérieur à l'ère des nouvelles technologies de l'information et de la communication ; l'amélioration de la qualité de l'éducation ; la mobilisation des ressources pour réaliser l'EPT et la coopération régionale en éducation.

Pour plus d'informations, visiter le site web de MINEDAF www.minedaf.org

Contact: Aimé Damiba,
Consultant, UNESCO-BREDA
E-mail : A.damiba@unesco.org

Les ONG et la société civile préparent MINEDAF VIII au Malawi du 30 septembre au 2 octobre 2002

Une Consultation régionale des organisations non-gouvernementales (ONG) et organisations de la société civile (OSC) ont pris part à la réunion de Lilongwe, Malawi du 30 septembre au 2 octobre 2002, en vue de promouvoir la participation de la société civile dans l'éducation en Afrique, et de consolider la volonté politique et l'élan pour créer un partenariat entre les gouvernements et les ONG/OSC en vue du MINEDAF VIII.

Quelques 100 participants de la société civile (ONG/Réseaux internationaux et régionaux et des ONG/OSC nationales actifs dans le secteur de l'éducation) ont discuté et validé un document sur les perspectives de la société civile dans l'EPT en Afrique. Ce document fera partie des documents officiels du MINEDAF VIII. Il s'agit d'une évaluation de la participation de la société civile dans le processus EPT et des recommandations sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des objectifs EPT dans des sociétés africaines. Par ailleurs, les participants ont préparé la participation des ONG/OSC aux sessions plénières et les panels thématiques de MINEDAF ainsi qu'une session spéciale entre les Ministres et les ONG/OSC.

La réunion était organisée par le gouvernement de Malawi, le Secrétariat de l'UNESCO, les membres du Groupe Afrique de l'UNESCO et la Consultation Collective des ONGs/OSCs sur l'EPT (CCNGO/EPT)

Contact:

Eva Iversen UNESCO Contact Team, CCNGO/EFA, UNESCO-BREDA

Email: e.iversen@unesco.org

Susanne Schnuttgen et Claire Mollard, UNESCO Contact Team, CCNGO/EFA,
Division d'éducation de base, UNESCO-Siège

Email: s.schnuttgen@unesco.org / c.mollard@unesco.org

ACTIONS PAR PAYS

Journée internationale de l'alphabétisation au Breda : une initiative à suivre

A l'instar des autres régions dans le monde, le Bureau Régional pour l'Education en Afrique (BREDA) et le gouvernement sénégalais ont choisi une manière concrète et symbolique de célébrer la journée internationale de l'alphabétisation.

Cette manifestation tenue au BREDA le vendredi 6 septembre 2002 a été présidée par le Ministre de l'enseignement technique, de la formation professionnelle, de l'alphabétisation et des langues nationales qui a reçu des mains du Directeur du BREDA, un important lot de matériels d'alphabétisation au profit des dix (10) Centres de Ressources Educationnelles (CRE). Le ministre a reçu également pour le compte de son département en vue de la semaine nationale de l'alphabétisation, un important lot de livrets d'auto formation pour les agents de l'Etat et des affiches pour la campagne de sensibilisation prévue du 8 au 14 septembre 2002.

L'objectif de cette cérémonie de remise d'ouvrages est d'apporter un appui matériel aux CRE et à la Direction de l'alphabétisation et de l'enseignement de base (DAEB) qui jouent un rôle

important dans la lutte contre l'analphabétisme auprès des populations du Sénégal. Ces ouvrages permettront à un large public d'améliorer et de parfaire les acquisitions dans la maîtrise du calcul et de la lecture et de sensibiliser l'opinion publique sur l'importance de l'alphabétisation.

Le thème retenu cette année au Sénégal pour la Journée internationale de l'alphabétisation est : « *les langues nationales pour une gouvernance locale de qualité* », tandis qu'à l'échelle internationale le thème est le suivant : « *alphabétisation, source de liberté : un défi pour le 21^e siècle* ».

Aujourd'hui Il n'est d'aucun doute que l'analphabétisme est en recul constant dans le monde (22,4 à 20,3% en 5 ans) et cette régression est encore plus encourageante chez les femmes adultes spécialement en Afrique. Ces changements apparaissent cependant avec une extrême lenteur qu'il faudra redoubler d'effort si nous voulons tenir au pari de Dakar 2002.

Abdon Sofonnou
UNESCO-BREDA
s.abdon@unesco.org

L'Intégration des problèmes de santé dans les Plans d'actions nationaux

« Si le corps des apprenants est sain, alors leur esprit sera plus réceptif à l'apprentissage. En assurant à un peuple la santé et l'éducation, on lui offre l'outil le plus efficace de tous pour l'éradication de la pauvreté » Koïchiro Matsuura, Directeur Général UNESCO

Pour l'UNESCO, une organisation à mission éducative, la santé est devenue une question cruciale. Comme l'a souligné le directeur Général, « La santé est une condition essentielle de l'enseignement et de l'apprentissage, et constitue également le résultat d'un enseignement de qualité. Par conséquent, la lutte contre les maladies doit constituer un élément clé dans les efforts vers **L'Education pour tous**, et la santé doit occuper une place primordiale dans les secteurs de l'éducation à tous les niveaux.

C'est donc une priorité pour l'UNESCO de **s'assurer que les questions de santé sont dûment abordées dans les Plans d'Action Nationaux** qui sont en train d'être élaborés par les gouvernements. A titre d'exemple à cette fin, UNESCO/BREDA a fourni à la Guinée Bissau une assistance technique au cours d'un atelier organisé conjointement avec les autorités nationales qui s'est tenu du 24 au 29 juin 2002 à Gabou. Un expert en services de santé pour les écoles, venu du Sénégal, a participé à cette rencontre et a donné son appui aux autorités nationales pour identifier et aborder, de façon efficace, les problèmes de santé et de nutrition.

Dans le plan national d'action de la Guinée Bissau, il est prévu l'approvisionnement alimentaire aux écoliers, à travers des cantines scolaires soutenues par le Programme Alimentaire Mondial. Il est admis que les carences en éléments nutritifs diminuent la performance scolaire ; par conséquent des efforts pour éliminer de telles carences demeurent une stratégie viable, voire nécessaire dans la poursuite des objectifs de L'Education pour tous.

Lieke Berghauser Pont
Expert Associé en Education Préventive
l.berghauser@unesco.org

Le processus de préparation du PAN-EPT dans sa phase finale au Liberia

Les activités suivantes relatives à la préparation et la finalisation du plan L'Education pour tous ont été menées au Libéria :

Un projet de plan d'Education Pour Tous couvrant le secteur de l'éducation a été élaboré, des consultations politiques avec validation des points débattus ont été menées, et de nouvelles démarches juridiques, entreprises pour l'Education pour tous depuis Dakar. En outre, le forum l'Education pour tous a été mis sur pied. Un certain nombre de consultations relatives à L'Education pour tous avec des législateurs a été entrepris, notamment le comité législatif sur l'éducation, ainsi qu'avec les organisations de la société civile.

La préparation technique du plan a été finalisée, en tenant compte de l'analyse du secteur de l'éducation, le cadre macroéconomique et social, un plan stratégique à long terme pour l'éducation, en général, et L'Education pour tous, en particulier, ainsi qu'un plan d'opération à moyen terme pour l'éducation, en général, (MTP) et l'Education pour tous, en particulier.

Il est important d'ajouter que le Comité de Coordination de l'Education qui a été mis sur pied par le ministère de l'Education nationale et le ministère du Plan et des Affaires économiques, constitué de membres d'ONG et d'Agences des Nations Unies œuvrant dans le domaine de l'éducation, est aussi en train de passer en revue l'ébauche de plan d'action de l'Education pour tous en vue de sa finalisation.

UNICEF/Libéria a pris les devants en fournissant une assistance technique et matérielle pour la finalisation de l'ébauche.

La première rencontre du forum d'Education pour tous s'est tenue le 27 août 2002, pour présenter aux membres, les grandes lignes de l'Education Pour Tous et du plan d'action national. La seconde rencontre s'est déroulée le 5 septembre 2002 et a porté sur des possibilités de lancement du forum. Le lancement de ce dernier est prévu d'ici le 15 septembre 2002.

Isaac Roland
Coordinateur National de L'Education Pour Tous Libéria
vauhan@yahoo.com

L'EDUCATION EN AFRIQUE

L'UNESCO s'engage avec le G8 sur l'éducation universelle

Dakar, Sénégal (PANA) – Dakar 9/07/2002 - Le directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Maatsura a exprimé au Premier ministre canadien, Jean Chrétien l'engagement de l'agence onusienne à coopérer avec les nations du groupe des pays industrialisés en soutenant leurs efforts pour l'éducation universelle.

Le Directeur général de l'UNESCO a félicité le Premier Ministre canadien, Monsieur Chrétien, pour "les résultats très satisfaisants" de ce Sommet qui constituent un encouragement à "l'accélération vers la réalisation de l'Education primaire universelle".

M. Maatsura s'est réjoui "de l'approbation sans réserve du document du groupe de travail sur l'Education, par le G8, et de l'engagement du groupe à accroître, de manière significative, les financements bilatéraux en faveur des pays en développement qui feront la preuve de l'application d'une politique forte et crédible et d'un engagement financier à réaliser l'Education primaire universelle (EPU)", indique le communiqué de presse de l'UNESCO.

"Cela renforce le Consensus de Monterrey et permet d'offrir une assistance financière pour un soutien aux pays sélectionnés en vue de l'initiative « programme accéléré », a ajouté M. Maatsura. Il a souligné que "il s'agit là d'un pas important vers le respect de la promesse que nous avons faite à l'occasion du Forum mondial sur l'Education, réuni à Dakar, au Sénégal, il y a deux ans, de ne laisser aucun pays sérieusement engagé en faveur de l'Education pour Tous (EPT) être bloqué, par l'insuffisance des ressources, dans sa marche vers la réalisation de cet objectif". Rappelant que "l'UNESCO continue à jouer le rôle qui lui est assigné en matière de promotion d'une large vision de l'EPT, conformément à la décision de la communauté internationale réunie à Dakar", Koïchiro Maatsura a également affirmé se réjouir "de la perspective d'ouvrir en étroite collaboration avec le G8 afin de traduire en actes les promesses faites par le Sommet de Kananaskis".

Il a également exprimé l'espoir que l'UNESCO "apportera son appui à l'engagement constructif du G8 en matière d'éducation, notamment d'éducation de base, jusqu'à l'horizon 2015, date fixée pour la réalisation des objectifs de l'EPT".

Les gouvernements africains sont invités à introduire des projets de bourses pour les filles

Nairobi, Kenya (PANA) - Nairobi - 10/07/2002 - Pour répondre aux exigences éducatives de toutes les filles qui sont dans le besoin, les gouvernements africains sont invités à reprendre le projet de bourses du Forum Africain des femmes Educatrices (FAWE) et autres mécanismes de financement. Le directeur exécutif du FAWE, Mme Penina Mlama a indiqué à la fin de la 5ème Assemblée générale du groupe à Nairobi en juillet 2002, que l'accès à l'éducation pour un nombre croissant a été menacé par la pauvreté.

L'assemblée a réuni 31 membres de FAWE, 15 ministres de l'éducation africains, 21 représentants d'agences donatrices et 33 chapitres nationaux de FAWE. Entre autres, la réunion a abordé le progrès de la politique de l'éducation pour tous (EFA) d'ici 2015 conformément à la déclaration de Dakar 2000. Mlama a révélé que le FAWE a essayé d'influencer la politique en faveur de l'éducation des filles, ajoutant qu'il était parvenu à convaincre un certain nombre de pays d'accentuer certaines de leurs préoccupations dans leurs politiques et plans d'éducation. Mlama a révélé que plusieurs pays comprenant la Zambie, le Kenya, l'Ouganda, le Sénégal et le Burkina Faso ont adopté des politiques qui permettent aux filles enceintes de retourner à l'école après leur accouchement.

Mlama a déploré les effets de l'épidémie du VIH/SIDA sur la société qui a porté un grand coup sur les systèmes éducatifs en Afrique et plus particulièrement sur la jeune fille. "La majorité des nouvelles infections VIH en Afrique subsaharienne se produisent parmi les jeunes; particulièrement chez les femmes âgées de 15 à 24. Elle a aussi déploré le fait que les

filles soutiennent le choc de tous ces aspects négatifs comprenant la pauvreté, la grossesse pendant l'adolescence, les pratiques culturelles telles que des mariages précoces et le harcèlement sexuel. »

Sénégal: Les langues nationales à l'école à partir d'octobre

Dakar, Sénégal (PANA) - Dakar - 09/07/2002 - L'enseignement des langues nationales sera introduit à l'école élémentaire, au Sénégal, à partir de la rentrée scolaire prévue en octobre prochain, a-t-on appris auprès de la Direction de la promotion des langues nationales (DPLN).

"Au CI, ces langues seront exclusivement enseignées durant le premier semestre pour permettre aux élèves de pouvoir lire, écrire et faire des calculs dans ces langues. Le Français sera introduit à partir du second semestre, mais il ne sera enseigné qu'à l'oral", a déclaré à la PANA le responsable de la DPLN, M. Babacar Diouf. Après avoir indiqué que le Français et les langues nationales seront simultanément enseignés à partir du cours préparatoire (CP), il a ajouté: "l'enseignement des langues nationales nous permettra, entre autres, d'améliorer l'acquisition du français dans nos écoles. Nous voulons mettre en valeur la cohabitation entre le Français qui est la langue officielle de notre pays et nos langues nationales".

Le Sénégal compte 27 langues locales, dont 11 ont le statut de langues nationales après avoir été codifiées, indique-t-on à la DPLN. Les langues nationales sont enseignées à l'école maternelle publique, depuis le début des années 1970, ainsi qu'à l'université de Dakar, rappelle-t-on.

Soutien de la BM à l'éducation en RD Congo

Kinshasa, RD Congo (PANA) - Kinshasa - 22/08/2002 - La République démocratique du Congo figure parmi les pays devant bénéficier du « Programme accéléré » lancé par la Banque mondiale en faveur de l'éducation pour tous (EPT), a annoncé le bureau de l'UNESCO à Kinshasa. Selon un communiqué émanant de ce service, ce nouveau programme propose de concentrer les efforts de financement de l'EPT sur 18 pays considérés comme étant les plus favorisés et remplissant les conditions requises et d'intensifier l'aide à 5 autres pays à savoir le Bangladesh, la Tanzanie, l'Inde, le Nigeria, le Pakistan et la RD Congo.

Citant le Directeur général de l'UNESCO, M. Koïchiro Matsuura, le communiqué indique que si un soutien accru à l'éducation doit dépendre d'une réforme à grande échelle du système de gouvernance, l'éducation pourrait se trouver injustement pénalisée. Il serait sans doute préférable que l'assistance à l'éducation soit liée à la réforme du système éducatif, à sa bonne gouvernance et transparence, soutient la même source.

Tenue prochaine des états généraux de l'éducation au Congo

Brazzaville, Congo (PANA) - Brazzaville - 08/08/2002 - Des états généraux de l'éducation seront organisés prochainement au Congo afin d'élaborer des stratégies de réforme du système éducatif congolais, a annoncé, le conseiller à l'enseignement supérieur du ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et supérieur, M. Elenga Camara.

« Ces états généraux pourraient se tenir au plus tôt en novembre, et au plus tard, au premier trimestre de l'année 2003 », a affirmé M. Elenga Camara. Il a ajouté que les assises viseront l'identification des efforts à réaliser, l'élaboration d'ici 2010 d'un programme national d'éducation, les réformes à entreprendre par secteur. Elles seront organisées par le gouvernement congolais avec l'appui de l'UNESCO. S'agissant de l'éducation de base, les thèmes retenus porteront sur l'amélioration de la qualité des apprentissages, l'alphabétisation des jeunes, des adultes et des rébus du système éducatif. Les participants examineront pour le secondaire, la politique de l'éducation formation, celle de reconstruction et des équipements scolaires, la dynamique partenariale et le financement de l'éducation, ainsi que la condition enseignante.

Bientôt un guide pour nourrir les esprits et combattre la faim

Bamako, Mali (PANA) Bamako - 09/08/2002 - Les coordonnateurs nationaux du Réseau des écoles associées de l'Unesco ont recommandé, à Bamako, l'élaboration en français et dans plusieurs langues africaines d'un guide technique intitulé « Nourrir les esprits, combattre la faim ».

Cette recommandation a été faite à l'issue d'une réunion sous-régionale au mois d'août entre ces relais de l'Unesco et des enseignants en provenance de quatre pays d'Afrique de l'ouest (Burkina, Guinée, Mali et Sénégal) consacrée au matériel pédagogique.

Les participants ont également recommandé l'utilisation de ce guide technique comme nouvel outil pédagogique devant permettre aux élèves de combattre la faim, la formation des secteurs impliqués dans son utilisation et la désignation de six écoles par pays pour expérimenter le projet. Au cours de cette réunion organisée par l'UNESCO, des partenaires au développement comme l'Unicef, la FAO et le PAM se sont engagés à soutenir le projet pour faciliter sa mise en oeuvre dans les systèmes éducatifs Ouest-africains.